



**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde  
Cité administrative  
2, rue Jules Ferry  
BP 55  
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 10/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **JV COATING (ex ELECTROCHROME)**

BP 60027 - ZI du Phare  
9, rue Bernard Palissy  
33689  
33700 Mérignac

Références : 25-0903  
Code AIOT : 0005201012

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/11/2025 dans l'établissement JV COATING (ex ELECTROCHROME) implanté BP 60027 - ZI du Phare 9, rue Bernard Palissy 33689 33700 Mérignac. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection, objet du présent rapport, a été menée dans le cadre du suivi de la mise en demeure du 28 mai 2024 et du projet du réaménagement du site.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- JV COATING (ex ELECTROCHROME)
- BP 60027 - ZI du Phare 9, rue Bernard Palissy 33689 33700 Mérignac
- Code AIOT : 0005201012
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement JV Coating à Mérignac est une installation classée pour la protection de l'environnement soumise, notamment, à autorisation au titre du traitement de surface des métaux et de l'emploi de produits très toxiques.

La société JV Coating exerce essentiellement une activité de traitement de surface, ainsi que quelques activités annexes (abrasion, peinture). L'essentiel de son activité est tourné vers le secteur aéronautique.

La société JV Coating est autorisée à exploiter son établissement par l'arrêté préfectoral du 26 janvier 1994, réglementée par des arrêtés complémentaires, notamment l'arrêté d'actualisation des prescriptions de fonctionnement du 3 octobre 2012 et l'arrêté complémentaire du 22 décembre 2022.

L'établissement est soumis à la directive IED pour le traitement de surface, et a bénéficié pour cela de l'antériorité de son activité à la directive.

Le projet de modernisation du site (JVc Flow) est toujours en cours de finalisation. Pour rappel, il concerne la ligne d'argenture nickel chimique du bâtiment 2 (ligne 12) et les cabines de peinture du bâtiment 2 et 3, déménagées dans le bâtiment principal. Initialement prévu en septembre 2023, le déploiement total des nouvelles installations a subi des retards importants.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;

- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	MeD - Bâtiment 2	AP de Mise en Demeure du 28/05/2024, article 1	/	Levée de mise en demeure, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Cessation des activités	AP Complémentaire du 22/12/2022, article Titre IV	/	Demande d'action corrective	4 mois
3	MeD - Détection incendie	AP de Mise en Demeure du 28/05/2024, article 1	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
4	Bâtiment 1	AP Complémentaire du 22/12/2022, article 3.1	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Bâtiments 2 & 3	AP Complémentaire du 22/12/2022, article 3.1	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
6	Consommation spécifique eau	Arrêté Préfectoral du 03/10/2012, article 4.1.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
8	Audit de conformité	AP Complémentaire du 22/12/2022, article Titre VIII	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
10	POI	Arrêté Préfectoral du 03/10/2012, article 7.5.2	/	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Chrome VI	AP Complémentaire du 22/12/2022,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
		article 6.2	
9	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 03/10/2012, article 7.2.3	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que le déploiement des nouvelles installations dans le bâtiment principal était en cours de finalisation (mise en service de la ligne 100 avec transfert de l'activité du bâtiment 2, qualification des cabines de peinture). La détection incendie du bâtiment principal est apparue fonctionnelle. Le bâtiment 2 a été isolé et complètement vidé de ses activités. **La mise en demeure du 28 mai 2024 peut donc être levée.**

Il a été relevé que l'aménagement de certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire de 2022 serait à solliciter au regard du fonctionnement de l'outil de production (chauffe des bains). Les actions relatives à la cessation de l'activité du bâtiment 2 restent à poursuivre.

Une vigilance particulière doit être portée par l'exploitant pour maintenir ses moyens de prévention et de secours fonctionnels en tout temps (constats de centrale incendie non réarmée, armoires électriques ouvertes).

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : MeD - Bâtiment 2

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 28/05/2024, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Cessation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 1 : Objet La société JV COATING, exploitant une installation de traitement de surface sur la commune de Mérignac, est mise en demeure de respecter les dispositions des textes suivants dans un délai de 8 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Article 3.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 décembre 2022 : en cessant toute activité dans le bâtiment 2 ;</li> </ul> <p>" Article 3.1- Bâtiment 2 [...] L'exploitant met en place les mesures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li><i>maintien d'une distance minimale de 10 mètres (distance équivalente à un requis coupe-feu 2h) entre la ligne de traitement de surface et toute zone de stockage de produits combustibles / inflammables ;</i></li> <li><i>les temps de fonctionnement de la ligne d'argenterie du bâtiment 2 sont réduits et limités au strict nécessaire des besoins de production ;</i></li> <li><i>les bains de la ligne d'argenterie sont mis en chauffe uniquement en présence des opérateurs ;</i></li> <li><i>mise en place d'extincteurs mobiles sur roue de 50 kg au niveau des zones de préparation et d'application de peintures ;</i></li> </ul>

*À compter du 31/12/2023, les dispositions du paragraphe supra deviennent caduques et l'exploitant n'est plus autorisé à réaliser des activités de traitement de surface dans le bâtiment 2."*

**Constats :**

Il a été constaté lors de l'inspection que l'activité était arrêtée dans le bâtiment 2, qui abritait une ligne de traitement de surface (argenterie nickel chimique) et une cabine de peinture. L'accès à ce dernier est maintenu fermé.

Les bains de rinçage ont été vidangés. Toutefois, il a été constaté que les cuves des bains concentrés suivantes restaient à vidanger - action annoncée par l'exploitant pour décembre 2025 auprès de la SIAP :

- argenterie cyanurée : cyanure d'argent et de potassium, 330 L
- pré argenterie : cyanure d'argent et de potassium, 780 L
- zincate : Bondal, 780 L
- nickel chimique : europlate Ni 810, 1170 L
- décapage nitrique : acide nitrique 53%, 520 L
- dégraissage chimique : TURCO 4215, 710 L
- décapage sodique : METEX PS KELCO, 860 L

Les fluides et utilités ont été coupés depuis le 31 octobre 2025 : gaz, électricité, air comprimé, eaux. Des cadenas de consignation ont été mis en place pour matérialiser les condamnations. Seule l'arrivée d'eau brute a été conservée pour alimenter le laveur d'air, dont l'arrêt a été annoncé en mars 2026.

L'exploitant a annoncé durant l'inspection que l'évacuation du matériel était planifiée sur 2026 et 2027.

**En l'état, l'activité dans le bâtiment 2 est bien à l'arrêt à ce jour. Ce constat permet de lever le point de la mise en demeure de mai 2024 sur ce sujet.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant justifie auprès de l'inspection des installations classées de la vidange des bains concentrés en transmettant les bordereaux de suivi de déchets associés et des photographies des installations le confirmant.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 2 : Cessation des activités**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 22/12/2022, article Titre IV

**Thème(s) :** Risques chroniques, Cessation des activités

**Prescription contrôlée :**

Préalablement à l'arrêt des activités de traitement de surface dans le bâtiment 2 et d'application de peinture dans les bâtiments 2 et 3 et au plus tard pour le 31 décembre 2023, l'exploitant

adresse à l'administration une notification de cessation définitive d'activités dans les délais et les formes prévues par le code de l'environnement.

Dans le cadre de l'arrêt de l'activité de traitement de surface du bâtiment 2, l'exploitant condamne dans les règles de l'art, la tuyauterie dédiée précédemment au transfert d'effluents de rinçage issus du traitement de surface du bâtiment 2 vers le bâtiment 1 (station physico-chimique). L'exploitant tient à la disposition de l'inspection, l'ensemble des justificatifs démontrant de la condamnation de ladite tuyauterie.

L'exploitant procède à investigations environnementales (dans les eaux souterraines et dans les sols), et couvrant des paramètres pertinents à analyser susceptibles d'avoir été émis lors de l'exploitation, pour dresser un état des lieux de l'impact éventuel des activités précédemment réalisées. La liste des paramètres à investiguer devra être communiquée au préalable à l'inspection.

À l'issue de ces investigations et au plus tard pour la fin du mois de mars 2024, l'exploitant transmet à l'inspection un rapport détaillant le résultat des investigations menées dans les sols, les gaz du sol et les eaux souterraines...

Ce rapport devra également détailler le cas échéant, les mesures de gestion de la pollution à mettre en œuvre pour :

- assurer la mise en sécurité des installations des bâtiments 2 et 3 ;
- en premier lieu, supprimer les sources de pollution sur la base d'un bilan « coûts - avantages » décrivant les possibilités techniques et économiques correspondantes en y associant éventuellement des critères sociaux, environnementaux et sanitaires ;
- sinon et en second lieu, désactiver ou maîtriser les voies de transfert dans la même approche ;
- au-delà de ces premières mesures, gérer le site dans l'objectif de le rendre compatible avec son usage futur ;
- contrôle et suivre l'efficacité des mesures de gestion, notamment par la surveillance périodique des milieux ;
- assurer la conservation de la mémoire et la restriction d'usage.

Si des mesures de gestion d'une éventuelle pollution sont à décliner, ces dernières devront l'être suivant un calendrier raisonnable et adapté aux enjeux ; approuvé par l'inspection.

#### **Constats :**

Dans le cadre de la cessation d'activité du bâtiment 2, l'exploitant a engagé auprès de l'APAVE une mission afin d'attester de la mise en sécurité du bâtiment, qui se formalisera dans un premier temps par la rédaction d'une ATTES SECUR (devis consulté durant l'inspection).

Dans ce contexte, un premier diagnostic environnemental a été mené, s'appuyant sur des sondages de sol et des prélèvements d'eaux souterraines.

Le rapport de l'APAVE n° 2660245 du 26 août 2025 conclut que *"les composés détectés et les concentrations mesurées dans les eaux souterraines en PZ3 sont du même ordre de grandeur, voire supérieures, à celles mesurées lors des diagnostics post-incendie de 2007. Aucune amélioration n'est observée en aval du site. De plus, compte tenu de la localisation du piézomètre PZ3 en limite de site, une migration de la pollution hors site est probable. [...]"*

*Compte tenu des anomalies retenues en nickel et fluorures en limite nord de site, des investigations complémentaires sont préconisées sur les sols dans le but de délimiter le panache de pollution (horizontalement et verticalement).*

*Au vu des impacts en nickel et fluorures observés dans les eaux souterraines au droit du piézomètre aval PZ3, une poursuite de la surveillance des eaux est préconisée.*

*De plus, compte tenu de la localisation en limite de site du piézomètre impacté, une migration de la*

<p><i>pollution hors site est fortement possible. Une démarche d'Interprétation de l'Etat des Milieux devra être mise en place, afin de s'assurer que l'état des milieux est compatible avec les usages hors site. Des analyses sur les eaux souterraines en dehors des limites du site devront être menées. Il conviendra d'étudier dans quelles mesures il est possible d'investiguer au droit des terrains situés au nord et à l'est du site de JV Coating."</i></p> <p>La commande pour la réalisation de l'Interprétation de l'Etat des Milieux a été présentée.</p> <p>Une ATTES MEMOIRE et une ATTES TRAVAUX seront établis au regard des résultats.</p> <p>Il est attendu de l'exploitant de mettre en œuvre ces actions dans un délais raisonnable afin de pouvoir acter un plan de gestion courant 2026.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant poursuit les actions à mener dans le cadre de la cessation des activités du bâtiment 2, notamment dans un premier temps :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• en finalisant l'ATTES SECUR et en la communiquant dès que possible ;</li> <li>• en transmettant l'Interprétation de l'État des Milieux dont la réalisation a été confiée à l'APAVE.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 4 mois</p>

### N° 3 : MeD - Détection incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 28/05/2024, article 1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 1 : Objet</p> <p>La société JV COATING, exploitant une installation de traitement de surface sur la commune de Mérignac, est mise en demeure de respecter les dispositions des textes suivants dans un délai de 8 mois : [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Articles 5.3 et 6.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 décembre 2022 : en rendant fonctionnel le système de détection incendie, notamment dans les gaines de ventilation et dans les rétentions.</li> </ul> <p><u>" Article 5.3 - Moyens de détection et de lutte contre l'incendie</u></p> <p><i>L'exploitant est tenu de mettre en place les dispositions préventives et de protection détaillées ci-dessous en matière de détection et de protection incendie.</i></p> <p><i>En sus des dispositions déjà listées dans l'arrêté préfectoral du 03/10/2012 susvisé, l'exploitant met en place : [...]</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>l'exploitant met en place un système de détection automatique d'incendie (DAI) a minima au niveau des installations d'application de peintures.</i></li> </ul> <p><i>La DAI est reportée 24h/24 7j/7 en télésurveillance ou au poste de secours 24h/24 lorsqu'il existe, avec des consignes d'appel.</i></p> <p><i>L'exploitant réalise des essais de bon fonctionnement de la DAI a minima tous les ans et les</i></p>



éventuels écarts observés, doivent être corrigés dans des délais adaptés aux enjeux.

Les systèmes de détection incendie dans les gaines de ventilation, décrit à l'article 7.5.5 de l'AP du 03/10/2012 susvisé, doivent conduire en cas de détection, à l'arrêt automatique des réseaux de ventilation. Ces systèmes de détection sont raccordés à des reports d'alarmes perceptibles sur tout le site. Ces systèmes conduisent automatiquement, en cas de détection, à l'arrêt des installations de lavage des gaz.

Les dispositifs de sécurité supra et le bon fonctionnement des asservissements associés font l'objet d'essais périodiques pour garantir leur caractère fonctionnel.

#### Article 6.1- Dispositions générales (déclencheurs point bas et système de chauffe des bains)

Les déclencheurs d'alarmes en point bas des rétentions font l'objet d'essais périodiques de bon fonctionnement afin de vérifier leur caractère fonctionnel et celui des reports visuels et sonores associés.

L'exploitant est tenu de disposer pour chacune des rétentions supra de déclencheurs d'alarmes en point bas a minima redondants.

Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage desdites cuves.

En outre, ces mêmes cuves sont équipées de :

- de capteurs de température contrôlés en permanence par affichage au poste d'exploitation pour suivre les traitements ;
- de capteurs de niveau point haut (pour débordement) et double sécurité de point bas avec alarme visuelle et arrêt automatique de la chauffe des bains.

Les dispositifs de sécurité supra et le bon fonctionnement des asservissements associés font l'objet d'essais périodiques pour garantir leur caractère fonctionnel."

#### **Constats :**

Lors de l'inspection, il a été constaté que les lignes de traitement de surface et cabines de peinture étaient en activité dans le bâtiment principal. Les systèmes de détection incendie requis sont en place.

Les gaines de ventilation sont dotées de détecteurs incendie ; 4 ont été constatés sur site : un au niveau de la ligne cyanuré, un en sortie de ligne 100, un en sortie de ligne 300 et un en sortie globale. L'exploitant a présenté le compte-rendu de leur installation par la société SECURITAS daté du 18 avril 2025. Il est à noter que le contrôle périodique de ces détecteurs n'a pas pu être justifié durant l'inspection. L'exploitant a certifié que les asservissements étaient opérationnels.

La centrale incendie, placée à l'accueil du bâtiment, a été constatée durant l'inspection. Elle est gérée par la société SECURITAS, qui réalise un test annuel. Des tests mensuels sont mis en œuvre par l'exploitant en complément. Le jour de l'inspection, un message d'alerte a été relevé indiquant : "1. HS Zone 9 - Température haute détectée - 18.11 à 16:07", concernant une sonde de température dans les gaines de ventilation. L'exploitant a reconnu que le système de détection dans les gaines de ventilation devait être désactivé depuis le 18 novembre, causé par une intervention en cours sur l'automate de process. La centrale a été remise en service durant l'inspection.

Le contrôle des sondes de détection dans les rétentions est réalisé périodiquement (vu l'instruction technique interne établie).

**En l'état, le site est doté d'un système de détection incendie opérationnel. Ce constat permet de lever le point de la mise en demeure de mai 2024 sur ce sujet.**

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant justifie des actions prises au regard des écarts constatés durant l'inspection afin de garantir l'opérationnalité du système de détection incendie du site en tout temps (gestion des alertes de la centrale incendie, organisation lors des travaux de maintenance, etc.)</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 4 : Bâtiment 1

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 22/12/2022, article 3.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Bâtiment 1</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] L'exploitant met en place les mesures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>recours à un générateur d'eau chaude pour la chauffe des bains de la ligne 100. Ce système de chauffe des bains est généralisé à l'ensemble des bains actifs de traitement de surface de l'usine pour limiter les points chauds, au plus tard suivant un délai de [5] ans à compter de la notification du présent arrêté ;</li> <li>toutes les armoires électriques (y compris le TGBT et celles du local de produits chimiques) sont équipées par des systèmes de coupure et d'extinction automatique (système d'inertage) en cas de détection d'élévation de température ; [...]</li> <li>la chaudière alimentant les systèmes de chauffe des bains actifs est totalement électrique et n'est alimentée par aucun combustible ; [...]</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Concernant le système de chauffe des bains, l'exploitant avait porté à la connaissance de l'inspection des installations classées (dossier du 24/11/2023) la mise en place d'une chaudière alimentée au gaz de 450 kW (au lieu de la chaudière électrique initialement prévue suite à une modification technique du projet de transformation du site).</p> <div style="border: 1px solid black; padding: 10px;"> <p><b>L'exploitant relève ainsi du régime de la déclaration au titre de la rubrique 2910-A pour les installations suivantes :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Cabine de peinture (Bâtiment 1) : 300kW</li> <li>Etuves de ressuage (x3) : 435kW (2 x 125 + 185)</li> <li>Chaudière (situé à l'angle du bâtiment) : 450kW</li> </ul> <p><b>TOTAL : 1185 kW</b></p> <p>L'inspection des installations classées prend acte de cette modification.</p> </div> <p>Par courrier du 10 janvier 2023, l'inspection des installations classées avait pris acte que l'échéance de généralisation des systèmes de chauffe des bains à l'eau soit portée à 5 ans dès lors que les dispositions nécessaires soient mises en œuvre pour limiter et prévenir tout risque de</p>

<p>départ d'incendie avant l'effectivité de ladite mise en conformité. Pour les lignes 300/400, l'exploitant a confirmé son souhait de passer le système de chauffe en eau chaude. Les investissements n'ont cependant pas été actés à ce jour, à voir s'ils le seront d'ici décembre 2027. Toutefois, lors de l'inspection, il a été relevé que certaines cuves restaient chauffées par un système de résistance électrique. L'exploitant a indiqué que compte tenu des températures de chauffe nécessaires (jusqu'à plus de 90°C), la généralisation du système de chauffe grâce au générateur d'eau chaude (~70°C) n'est techniquement pas possible. Une demande de modification de l'APC de 2022 est donc à prévoir.</p> <p>Les armoires électriques sont équipées d'un système de coupure et d'extinction automatique (système d'inertage) en cas de détection d'élévation de température. La vérification des 9 armoires a été faite le 16 octobre 2025 par la société EUROFEU (compte rendu consulté durant l'inspection). Il a été constaté durant la visite que l'armoire située au niveau de ligne 100 était restée ouverte sans présence à proximité, rendant le système de sprinklage non fonctionnel. L'exploitant a indiqué qu'une opération de maintenance était en cours. Toutefois, compte tenu de l'absence de système d'alerte qui avertirait de l'ouverture de ces armoires, ces dernières doivent être maintenues fermées en dehors des interventions directes sur celles-ci.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant se positionne vis-à-vis du système de chauffe des bains mis en œuvre par rapport aux prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire de 2022. S'il sollicite une demande de modification, il apporte les éléments justificatifs nécessaires (mise à jour de l'étude des dangers, mesures compensatoires, etc.) dans un porter-à-connaissance.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 5 : Bâtiments 2 & 3

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 22/12/2022, article 3.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Bâtiments 2 &amp; 3</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Bâtiment 2</u></p> <p>Les dispositions de l'article 7.2.2 et des articles 81.3 et 8.31 de l'arrêté préfectoral du 03/10/2012 susvisé sont annulées et remplacées comme suit pour le bâtiment 2 :</p> <p>L'exploitant met en place les mesures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- maintien d'une distance minimale de 10 mètres (distance équivalente à un requis coupe-feu 2h) entre la ligne de traitement de surface et toute zone de stockage de produits combustibles / inflammables ;</li> <li>- les temps de fonctionnement de la ligne d'argenture du bâtiment 2 sont réduits et limités au strict nécessaire des besoins de production ;</li> <li>- les bains de la ligne d'argenture sont mis en chauffe uniquement en présence des opérateurs ;</li> <li>- mise en place d'extincteurs mobiles sur roue de 50 kg au niveau des zones de préparation et d'application de peintures ;</li> </ul> <p><b>À compter du 31/12/2023, les dispositions du paragraphe supra deviennent caduques et l'exploitant n'est plus autorisé à réaliser des activités de traitement de surface dans le bâtiment 2.</b></p> <p><u>Bâtiment 3</u></p>

Les dispositions de l'article 8.1.3 de l'arrêté préfectoral du 03/10/2012 susvisé sont annulées et remplacées comme suit pour le bâtiment 3 :

L'exploitant met en place les mesures suivantes :

- présence humaine permanente lors de la réalisation des activités de peintures ;
- aucune installation « industrielle » ne reste sous tension durant les heures de fermeture du site ;
- mise en place de deux extincteurs mobiles sur roue de 50 kg ;
- aucun stockage de peinture ou solvant inflammable n'est réalisé dans le bâtiment.

**À compter du 31/12/2023, les dispositions du paragraphe supra deviennent caduques et l'exploitant n'est plus autorisé à réaliser des activités de stockage, de préparation et d'application de peintures inflammables dans le bâtiment 3.**

#### **Constats :**

Comme évoqué dans les points de contrôle précédents, les activités du bâtiment 2 ont cessé. Il a été constaté que les extincteurs et la détection incendie étaient maintenus dans le bâtiment, les bacs concentrés n'étant pas vidangés.

Concernant le bâtiment 3, il a été constaté que les cabines de peinture n'étaient plus utilisées. La cabine 1A était condamnée ; des cadenas de condamnation étaient placés afin d'en empêcher l'utilisation. La seconde cabine a été transformée en poste de vernissage.

L'exploitant a indiqué que le transfert des cabines de peinture dans le bâtiment principal était en cours de finalisation. La cabine A est désormais fonctionnelle et qualifiée, toutefois la cabine B est quant à elle encore en cours de qualification par certains clients ce qui génère des difficultés de gestion de la charge de production.

Suite à l'inspection, par courrier du 28 novembre 2025, l'exploitant a sollicité l'autorisation de poursuivre l'utilisation de la cabine 1A jusqu'en février 2026 afin de permettre la finalisation des qualifications de la nouvelle cabine de peinture B.

Afin de garantir la mise en sécurité de l'installation durant cette période limitée, l'exploitant s'engage à mettre en œuvre les mesures suivantes :

*conformément à l'article 3.1 de l'APC du 22/12/2022*

- présence humaine permanente lors de la réalisation des activités de peintures ;
- aucune installation « industrielle » ne reste sous tension durant les heures de fermeture du site ;
- mise en place de deux extincteurs mobiles sur roue de 50 kg ;
- aucun stockage de peinture ou solvant inflammable n'est réalisé dans le bâtiment.

*mesures complémentaires*

- détection incendie installée au-dessus des cabines de peinture, reliée à l'alarme sonore générale et aux astreintes internes (responsable maintenance, responsable production, direction d'usine) ;
- maintien du programme d'entretien régulier de la cabine et du contrôle périodique du dispositif d'aspiration ;
- limitation stricte de l'activité de peinture en cabine 1A aux plages horaires du 2x8 de journée, en présence simultanée du personnel de production et du service maintenance ;

- interdiction de maintenir l'installation en fonctionnement ou en veille en dehors des heures d'activité du personnel, soit les week-ends, jours fériés, périodes de fermeture programmée et y compris durant la production de nuit.

**L'inspection des installations classées prend acte de ces mesures jusqu'à fin février 2026 afin d'encadrer la réouverture temporaire de la cabine 1A.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Concernant la réouverture temporaire de la cabine 1A du bâtiment 3, l'exploitant justifie :**

- de la mise en œuvre effective des mesures listées ci-dessus avant réutilisation de la cabine ;
- de l'arrêt de l'utilisation de la cabine 1A au 1<sup>er</sup> mars 2026 par tout moyen (PV de condamnation, coupure des utilités par exemple).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

#### **N° 6 : Consommation spécifique eau**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 03/10/2012, article 4.1.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Consommation spécifique

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 30/04/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 31/12/2025

**Prescription contrôlée :**

Les prélèvements d'eau dans le réseau d'assainissement de la ville qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités maximales suivantes :

- 9 000 m<sup>3</sup>/an issu du réseau d'alimentation en eau de la ville
- la consommation spécifique d'eau pour l'activité de traitement de surface est de 7 L/m<sup>2</sup>/fonction de rinçage, en moyenne, sur l'ensemble des chaînes de traitement de surface.

Dans un délai maximal d'un an à compter de la signature du présent arrêté, l'exploitant transmettra, à l'inspection des installations classées, une étude visant à réduire la consommation spécifique d'eau, pour chaque chaîne de traitement de surface, à 8 L/m<sup>2</sup>/fonction de rinçage.

**Constats :**

Suite à l'inspection du 30 avril 2024, l'exploitant avait transmis le calcul de la consommation

<p>Suite à l'inspection du 30 avril 2024, l'exploitant avait transmis le calcul de la consommation spécifique d'eau pour 2024. Ce dernier relevait une consommation supérieure à 8 L/m<sup>2</sup>/fonction de rinçage. L'exploitant a indiqué qu'un travail était en cours afin d'affiner ce calcul et d'identifier des actions correctives afin d'atteindre la consommation cible.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées sous 3 mois l'évaluation de la consommation spécifique en eau pour 2025, ainsi que le plan d'actions associé pour garantir la mise en conformité à l'article 4.1.1 de l'APC du 03/10/2012.</p> <p>En cas de non respect de ce délais, des suites administratives type mise en demeure pourront être proposées au Préfet.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 7 : Chrome VI**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 22/12/2022, article 6.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Interdiction de stocker des produits contenant du chrome VI</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>À l'exception de certaines peintures susceptibles de contenir du chrome VI, les produits chimiques contenant du chrome VI pour des utilisations par voie humide, sont interdits d'être stockés et utilisés pour les activités de traitement de surface.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il a été constaté que l'exploitant ne disposait plus de baignoires de traitement contenant du chrome VI.</p> <p>Seule une application par retouche au tampon est encore réalisée, nécessaire pour les pièces de certains clients. Le produit est préparé au laboratoire (produit utilisé : Bonderite 1200 Alodine en poudre) ; la procédure associée a été vue sur site.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 8 : Audit de conformité**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 22/12/2022, article Titre VIII</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Audit de conformité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Au plus tard à la fin du 1<sup>er</sup> trimestre 2024</u>, l'exploitant réalise une évaluation de la conformité de</p>

<p>ses installations par rapport aux dispositions du présent arrêté.</p> <p>En cas de non-conformités, l'exploitant établit un plan d'actions qu'il communique à l'inspection en justifiant l'acceptabilité des échéances qu'il a retenues pour se mettre en conformité.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'évaluation de la conformité à l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 décembre 2022 n'a pas pu être transmis par l'exploitant.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant communique à l'inspection des installations classées l'audit de conformité de ses installations par rapport aux dispositions de l'arrêté du 22 décembre 2022. En cas de non-conformités, un plan d'actions est à transmettre en complément.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 9 : Installations électriques**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/10/2012, article 7.2.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises et tient ces documents à disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme chargé d'effectuer les contrôles. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le rapport de vérification des installations électriques du 17 avril 2025 par l'APAVE a été présenté durant l'inspection. Ce dernier permet la délivrance du certificat Q18. Toutefois, 8 observations ont été relevées. L'exploitant a indiqué que ces dernières ont été transmises au service maintenance pour traitement.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 10 : POI**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/10/2012, article 7.5.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Organisation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit un Plan d'Opération Interne (P.O.I) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés dans l'étude de dangers.</p> <p>En cas d'accident, l'exploitant met en œuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles</p>

de permettre le déclenchement sans retard du P.O.I. Il prend en outre à l'extérieur de son établissement les mesures urgentes de protection des populations et de l'environnement prévues au POI.

Le P.O.I. est homogène avec la nature et les enveloppes des différents phénomènes de dangers envisagés dans l'étude de dangers. Un exemplaire du P.O.I. doit être disponible en permanence sur l'emplacement prévu pour y installer le poste de commandement.

L'exploitant doit élaborer et mettre en œuvre une procédure écrite, et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir :

- la recherche systématique d'améliorations des dispositions du P.O.I. ; cela inclut notamment:
  - l'organisation de tests périodiques (au moins annuels) du dispositif et/ou des moyens d'intervention,
  - la formation du personnel intervenant,
  - l'analyse des enseignements à tirer de ces exercices et formations,
- la prise en compte des résultats de l'actualisation de l'étude de dangers
- la revue périodique et systématique de la validité du contenu du P.O.I., qui peut être coordonnée avec les actions citées ci-dessus,
- et la mise à jour systématique du P.O.I. en fonction de l'usure de son contenu ou des améliorations décidées.

L'Inspection des installations classées est informée de la date retenue pour chaque exercice. Le compte rendu accompagné si nécessaire d'un plan d'actions est tenu à disposition de l'Inspection des installations classées.

#### **Constats :**

La dernière mise à jour du POI du site date de janvier 2025. Une mise à jour est à prévoir afin d'intégrer l'arrêt des activités dans le bâtiment 2 notamment.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant met à jour son POI afin d'intégrer les modifications du site et le transmet à l'inspection des installations classées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois